

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 18

Objet de la délibération : DGA / DEAD -
Appel à Manifestation d'Intérêt "Quartiers
Durables" - Charte Eco Quartier et
Convention de partenariat

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.117

Date de la convocation :
Le 03/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **17 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **16 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Laurence MALHERBE
Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 octobre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAOU, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Matthieu GILLI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Suite à la délibération n°BC.2017.149, le Bureau Communautaire du 25 septembre 2017 a autorisé la CASA à candidater à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Quartiers Durables ».

La CASA est lauréate à cet appel.

Dans ce cadre, une note méthodologique a été validée, indiquant :

- la contextualisation du projet : la technopole Sophia Antipolis et ses nombreux atouts au cœur du territoire azuréen ; la démarche Sophia Antipolis 2030 et ses récentes évolutions ;
- les objectifs : la réalisation d'un diagnostic global, la définition d'enjeux spécifiques liés au territoire (en prenant compte des documents cadres), le lancement d'études thématiques complémentaires permettant d'aboutir à un projet opérationnel de développement durable de Sophia à l'horizon 2030 ;
- la gouvernance : définit au travers d'un comité de pilotage co-présidé par la Préfecture des Alpes Maritimes, la région et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
- le calendrier prévisionnel : finalisation des dossiers administratifs jusqu'à la fin de l'année 2017 et lancement de la démarche prévue pour début 2018. L'objectif est d'élaborer une feuille de route pour l'aménagement et le développement d'un Sophia 2030 durable et intégré pour la fin de l'année 2018.

Les orientations relatives aux quartiers durables retenues et lancées sur le périmètre « Sophia 2030 » sont de :

- Mener des opérations innovantes (Trois Moulins à Antibes, Saint Philippe, Le Figueiret et les Clausonnes à Valbonne) qui relèvent le défi d'un développement urbain durable, de qualité ;
- Conduire des études pré-opérationnelles dans l'objectif de construire une feuille de route permettant de lancer la phase opérationnelle du projet Sophia 2030 ;
- Bénéficier d'un accompagnement technique de l'Etat, la Région, le Cerema et d'un apport financier au titre du volet territorial du CPER 2015-2020 (plafonné à 100 000 euros) ;
- Apporter une image de qualité, de développement durable pour les opérations sophilopolitaines et pour la CASA au même titre que l'opération OIN Eco-Vallée ou d'autres opérations exemplaires répertoriées en France.

Par ailleurs, il s'agit d'engager Sophia 2030 sur un label Ecoquartier. Ce label consiste à distinguer les démarches d'aménagement durable exemplaires et clarifier les conditions de réussite qui s'appuie sur 20 engagements formalisés dans une charte ÉcoQuartier.

Il permettra de proposer un aménagement urbain qui, tout en s'adaptant aux caractéristiques de son territoire, respecte les principes du développement durable :

- faire du projet autrement, en impliquant tous les acteurs de la ville, du citoyen à l' élu, pour garantir la qualité du projet dans la durée et à l'usage ;
- améliorer le quotidien, par la mise en place d'un cadre de vie sain et sûr pour tous les habitants et usagers de l'espace public ou privé, et qui favorise le vivre ensemble ;
- participer au dynamisme économique et territorial ;
- promouvoir une gestion responsable des ressources et de l'adaptation au changement climatique.

Le label ÉcoQuartier – étape 1 est obtenu par la signature de la charte ÉcoQuartier (20 engagements) par les élus et leurs partenaires pour le projet concerné. Cette étape correspond au démarrage de la phase d'étude du projet par la collectivité territoriale.

Dès cette étape, les acteurs du projet sont invités à l'identifier avec le label et dès lors le projet est répertorié comme « labellisé étape 1 » dans la communication nationale.

Aussi, cette signature permet à la commune de bénéficier d'un accompagnement technique et méthodologique. Ces expertises accompagnent sans s'y substituer l'équipe mise en place par la commune pour élaborer le projet en garantissant la transversalité et la cohérence de la démarche EcoQuartier. Cela se traduit également par l'accès à des formations locales ou nationales.

En contrepartie, les signataires de la charte partagent leur expérience, échangent et travaillent de façon collective à la promotion des EcoQuartiers en France.

La CASA étant lauréate de cet AMI, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	CASA	REGION (CPER)	TOTAL
Etudes relatives à l'AMI « Quartiers Durables »	62 % Soit 164 000 €	38 % plafonnés à 100 000 €	264 000 €

Comme le prévoient les dispositions de l'article 3.5 de l'AMI, les engagements du lauréat sont les suivants :

- délibérer pour autoriser le Président à signer la Convention d'accompagnement technique et financier avec les partenaires financeurs ;
- délibérer pour autoriser le Président à signer la Charte EcoQuartier dans l'année 2017 ;
- participer aux instances de gouvernance mises en place par les partenaires financeurs.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la Convention d'accompagnement technique et financier avec les partenaires financeurs, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la Charte EcoQuartier, jointe en annexe ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI pour participer aux instances de gouvernance mises en place par les partenaires financeurs.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la Convention d'accompagnement technique et financier avec les partenaires financeurs, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la Charte EcoQuartier, jointe en annexe ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI pour participer aux instances de gouvernance mises en place par les partenaires financeurs.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 octobre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



CONVENTION D'ETUDE EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE l'Appel à Manifestation d'Intérêt « QUARTIERS DURABLES »

ENTRE :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil régional n°..... en date du,
Ci-après dénommée « LA REGION »,

ET

L'Etat, représenté par Monsieur Stéphane BOUILLON, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, domicilié à la Préfecture de Région, 2 boulevard Paul Peytral, 13 282 MARSEILLE Cedex 20,

ET

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, nommée par arrêté ministériel du 15 juillet 2013,
Ci-après dénommée « EPF PACA »,

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par M. Jean LEONETTI, Président, dûment habilité(e) à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017,

ci-après dénommé « La CASA »

D'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération 13-1587 du 13 décembre 2013 du Conseil régional approuvant le cadre d'intervention foncière et d'urbanisme ;

Vu le Contrat de Plan État Région 2015-2020 Provence Alpes Côte d'Azur, signé le 29/05/2015

VU la délibération n°15-550 du 29 mai 2015 du Conseil régional approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

Vu la délibération n° 17-68 du Conseil régional du 17 mars 2017 approuvant le lancement de l'Appel à manifestation d'intérêt « Quartier Durable » et autorisant le Président du Conseil régional à signer la convention de partenariat entre l'Etat et la Région pour la mise en œuvre de l'action 1.2.2.2 « Soutien aux projets d'aménagement intégrés de développement durable » de la mesure v.1.2.2. « Aménagement Foncier Logement » figurant au titre de la priorité 5 du Contrat de Plan Etat-Région « Assurer un développement solidaire des territoires » ;

Vu l'avis du Comité de programmation et de suivi du Contrat de Plan Etat-Région en date du 30 mars 2017 sur la démarche, son calendrier et son financement global

Vu la délibération n° x du approuvant la liste des candidats retenus

Préambule

Depuis le Contrat de plan État-Région 2000-2006, l'État et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mettent en place des outils, des structures, des organisations et méthodes de travail visant au développement de politiques d'aménagement portées par les collectivités et permettant de planifier les différentes occupations des sols, en favorisant la réalisation de projets d'aménagement intégrés.

Pour l'État, la présente convention permettra :

- d'accompagner les collectivités dans la mise en œuvre du plan Ville durable, et notamment de son axe EcoQuartiers ;
- d'appuyer le développement de la participation du public et sa prise en compte dans les projets d'aménagement ;
- de renforcer les politiques de maîtrise de la consommation de l'espace menées sur les territoires ;
- de soutenir les projets d'aménagement en renouvellement urbain ;
- de favoriser la mise en œuvre de la charte régionale d'engagement pour le logement et de mobilisation du foncier signée le 3 juillet 2014.

Pour la Région, ce nouveau partenariat permettra :

- de contribuer à la territorialisation des Opérations d'Intérêt Régional en expérimentant une démarche globale et intégrée permettant de créer un environnement urbain support du développement économique ;
- d'identifier des terrains d'application pour mettre en œuvre des solutions techniques développées dans les Opérations d'Intérêt Régional smartgrid, smartcities notamment ;
- de proposer des démarches d'aménagement qui intègrent les priorités régionales telles qu'elles sont traduites dans les cadres d'intervention et s'inscrivent dans ses principaux dispositifs contractuels

Pour l'EPF PACA, (qui intervient par voie conventionnelle aux côtés des collectivités locales pour mettre en œuvre leurs stratégies foncière) la mobilisation des moyens financiers et d'ingénierie foncière est mise au service de projets essentiellement en « renouvellement urbain », fondés sur l'économie d'espace, la mixité sociale et fonctionnelle et la performance environnementale.

Pour l'EPF, ce nouveau partenariat permettra, en accord avec son Programme Pluriannuel d'Investissement 2016-2020

- de poursuivre et développer ses interventions au service de projets de quartiers durables
- de mettre en place les conditions d'un développement durable, économe d'espace et préservant l'intégrité et la qualité des sites naturels et agricoles de la région.
- d'aider les collectivités à maîtriser la dispersion urbaine en leur apportant une ingénierie dédiée
- de confirmer son action en faveur de l'habitat en Provence-Alpes-Côte d'Azur pour offrir des conditions de logement quantitativement et qualitativement satisfaisantes et permettant prioritairement de rattraper le déficit de la région en logements sociaux
- plus généralement, d'accélérer l'inscription de son action dans la dynamique de la COP 21

À ce titre, l'État, l'EPF PACA et la Région ont souhaité inscrire dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 une action intitulée « Soutien aux projets d'aménagement intégrés de développement durable » dans la mesure V.1.2.2. « Aménagement Foncier Logement » du Contrat de plan État-Région 2015-2020 qui relève de la priorité 1 : Assurer un développement solidaire des territoires.

Pour [le bénéficiaire] la présente convention permettra :

- de bénéficier de l'accompagnement de l'État, l'EPF PACA et la Région sur le plan technique et financier
- de valoriser leur démarche d'aménagement dans une expérimentation régionale
- de s'inscrire dans un réseau d'acteurs et de bénéficier de retours d'expérience

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Les partenaires de cette convention décident de financer une étude pré-opérationnelle favorisant l'émergence d'un projet d'aménagement durable pour Sophia 2030.

Pour cela, il s'agira de retenir une équipe pluridisciplinaire avec un chef de file qui posera les bases d'un projet d'aménagement durable en vue de lancer une phase plus opérationnelle. Il devra **réaliser un diagnostic global et préciser les enjeux spécifiques liés au territoire** en prenant compte :

- *Les réflexions prospectives de Sophia à l'horizon 2030* qui font ressortir des objectifs en lien avec une pré-programmation, ainsi que des enjeux de court terme et de long terme relatifs à 3 grands domaines : l'habitat, la mobilité, l'environnement et l'aménagement du territoire.
- *Les documents liés aux opérations d'aménagement des différents secteurs de Sophia 2030* qui permettent d'appréhender leurs enjeux et objectifs notamment, avec la mise à disposition d'études thématiques (biodiversité et paysage, déplacements et mobilité, nuisances, hydrogéologique, eaux pluviales, sols, énergie, urbaines) et de documents types études d'impacts, dossiers de création et/ou réalisation ZAC, permis de construire (secteur Clausonnes).
- *Les études menées dans le cadre de la LNPCA* : environnementales, géotechniques, notamment.
- *Les problématiques du SCOT* liées à la pression foncière et à la consommation de l'espace, à l'optimisation des déplacements, à l'évolution démographique (le vieillissement de la population, notamment), aux activités économiques (le tourisme, les services, l'agriculture, etc.), à la compétitivité de la technopole Sophia Antipolis, aux problématiques environnementales (préservation des espaces naturels, gestion de la forêt et des habitats écologiques), etc. ...
- *Les grands enjeux liés à la thématique « déplacements – mobilité » avec d'une part le PDU et ses objectifs relatifs à la mobilité* : optimiser les déplacements qui pourront venir alimenter la réflexion sur l'aménagement du territoire (Comme par exemple : le développement de l'intermodalité avec une gare multimodale, le transport par câble, ...), les mobilités douces, le développement d'un maillage de bornes de recharge électrique ; et d'autre part, la réalisation du Bus-tram et les modes actifs à l'étude (au regard du plan vélos, notamment) sur le territoire CASA et plus précisément des études déplacements et mobilité lancées en 2018 sur le territoire Sophia Antipolis dans le cadre de la convention CASA et le Conseil départemental des Alpes Maritimes.

Ces premiers éléments seront enrichis par des études thématiques complémentaires qui sont nécessaires de mener dans le cadre de cette démarche. Ces études constituent des enjeux/thématiques importantes pour le territoire et la démarche de développement durable. Il est ainsi proposé de réaliser une étude biodiversité et une étude en lien avec l'eau (la gestion des eaux pluviales), conformément au plan de financement indiqué. Ce projet devra intégrer les enjeux du territoire, ainsi que les thématiques du développement durable (l'optimisation du développement urbain et des formes urbaines ; la dimension sociale et la mixité, l'économie durable, l'urbanité, notamment). L'ensemble de ces éléments permettront de constituer un diagnostic et des enjeux partagés sur Sophia 2030 avant de proposer un projet d'aménagement durable et ses conditions de mise en œuvre (calendrier, forme juridique, gouvernance, équilibre financier, équipements, programme d'aménagement, liens avec l'environnement...).

Cette méthodologie pourra être adaptée et précisée en lien avec l'équipe projet et le Comité technique défini ci-dessous. Un accompagnement technique permettra d'aiguiller et de soutenir la démarche dans ses différentes phases (depuis la définition du ou des cahiers des charges jusqu'à la détermination des conditions de réalisation de Sophia 2030 en vue d'établir un cadre et/ou une feuille de route).

ARTICLE 2 – ROLE ET CONDITION D'INTERVENTION DES PARTENAIRES

Le Maître d'ouvrage : La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à charge de :

- ☐ Préparer les cahiers des charges des études à lancer.
- ☐ Choisir le bureau d'études après consultation des partenaires financeurs
- ☐ Assurer la conduite de l'étude.
- ☐ Valider les principales phases d'avancement des études ou démarches, en y associant les partenaires financeurs

- ☐ Participer aux instances de suivi mises en place par l'État et la Région au niveau régional

Il s'engage par ailleurs à communiquer aux partenaires financeurs (l'Etat, la Région, et l'EPF PACA) les documents relatifs à l'étude au fur et à mesure de son avancement, ainsi qu'à autoriser la mutualisation des données générales d'études via le Comité Régional d'Information Géographique (CRIGE).

L'Etat, la Région, EPF PACA agissent en qualité de partenaires financeurs du Maître d'Ouvrage. A ce titre, ils sont chargés de :

- ☐ Valider les cahiers des charges des études à lancer par le maître d'ouvrage,
- ☐ Valider les principales phases d'avancement des études ou démarches aux côtés du maître d'ouvrage.

L'EPF PACA, agissant en qualité d'outil foncier conformément à son décret de création, s'engage à :

- Proposer aux candidats à l'Appel à Manifestation d'Intérêt, défendant un projet cohérent et contextualisé mais ne maîtrisant pas la totalité du foncier nécessaire à la réalisation du projet, une étude d'ingénierie foncière et un conventionnement adapté,
- Pour les lauréats sous convention avec lui, (EPCI ou commune) à mettre en place le suivi et l'assistance.

ARTICLE 3 – PILOTAGE DE LA MISSION

3.1. Une instance de suivi est créée, au niveau régional, pour le suivi de l'ensemble des études et démarches conduites par les territoires retenus dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Quartiers durables ».

Elle est copilotée par l'État, la Région et l'EPF PACA, assistés en cela par le CEREMA, et associe les territoires qui s'engagent à y participer.

Elle se réunit périodiquement pour faire le point sur la démarche d'ensemble, à l'initiative de l'État et de la Région, les territoires lauréats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt s'engageant à y participer.

Pourront y être associés, au choix de l'État, de la Région, et de l'EPF PACA, les experts ou personnes compétentes sur des thématiques particulières.

3.2. Chaque territoire détermine, en accord avec l'État, la Région, et l'EPF PACA, le dispositif de pilotage le plus à même de lui permettre de conduire sa démarche d'aménagement.

Les partenaires financeurs sont invités à participer aux instances de gouvernance, qui se réunissent au moins une fois par an, à l'initiative du maître d'ouvrage de l'étude.

La gouvernance du pilotage de chaque étude devra être clairement définie dans le cahier des charges et validé par l'État, la Région et l'EPF PACA. Les partenaires financeurs seront systématiquement invités (sans obligation de présence pour éviter les blocages qui pourraient résulter de difficultés de mobilisation).

ARTICLE 4 – MODALITES DE DIFFUSION ET DE CAPITALISATION

Les résultats des études soutenues dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt quartier durable seront adressés en format numérique à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et à l'Etat et pourront être diffusés sur les plateformes dédiées.

Les documents ainsi produits viendront alimenter la démarche de capitalisation confiée au CEREMA, il s'agit en effet de diffuser les résultats obtenus pour permettre aux autres collectivités et acteurs de

l'aménagement de bénéficiaire de retours d'expériences en matière d'opérations d'aménagement durable.

De même, les productions pourront être utilisées comme illustration pour l'animation d'ateliers ou de rencontres organisées dans des réseaux déjà existants notamment le club éco quartier.

ARTICLE 5 – MODALITES DE FINANCEMENT DES ETUDES ET PIECES JUSTIFICATIVES

Conformément à la convention d'application signée le [à compléter] pour la mise en œuvre du premier objectif de l'action 1.2.2.2 « Soutien aux projets d'aménagement intégrés de développement durable » de la mesure V.1.2.2. « Aménagement Foncier Logement » figurant au titre de la priorité 5 du Contrat de plan État-Région « Assurer un développement solidaire des territoires », l'État et la Région apportent chacun au maximum XXX €(XXX euros) hors taxes, pour l'étude à réaliser sur Sophia 2030.

Cette aide constitue une subvention dont le montant s'élève à 60 % maximum du montant de la dépense subventionnable du maître d'ouvrage, plafonnée à 100 000 €, soit à 100 000 euros.

La subvention sera versée à parts égales par l'Etat et la Région au maître d'ouvrage selon les modalités décrites dans les paragraphes suivants.

5.1 Pour la Région

Versement de la subvention

- 10 % du montant de la subvention à notification de la présente convention pour la Région ;
- versements intermédiaires par la Région au fur et à mesure de l'avancée du projet d'étude, sur présentation d'un rapport d'avancement du projet et d'un décompte financier récapitulant les dépenses et les recettes, accompagné d'un état des factures acquittées, datés et signés. Ces acomptes sont plafonnés à 80% du montant de la subvention.
- le solde de la participation financière de la Région sur production du rapport final d'étude et des données, et sur production d'un compte rendu financier et de ses annexes datés et signés

Si le montant des dépenses subventionnables retenu pour le calcul de la subvention varie à la hausse, la subvention n'est pas réévaluée ; si celui-ci varie à la baisse, le montant de la subvention versée sera calculé au prorata des dépenses justifiées.

5.2 Pour l'Etat

La subvention sera validée par le vote du comité de programmation CP4 pour laquelle le bénéficiaire aura fourni un dossier comprenant les éléments suivants :

- Le nom du bénéficiaire (collectivité)
- le numéro SIRET du bénéficiaire
- Un relevé d'identité bancaire
- l'AMI concerné et le nom exact du projet pour le territoire signataire
- la délibération du territoire lauréat autorisant le maire ou le Président à signer la présente convention
- Le dossier de candidature complet déposé dans le cadre de l'AMI

→ l'avance de 10 % du montant de la subvention sera versée à la notification de la convention et sous réserve de la disponibilité de crédits de paiement pour l'État, soit x [à compléter] euros;

→ versements complémentaires par l'État au fur et à mesure de l'avancée du projet d'étude, sur présentation des pièces justificatives

→ le solde de la participation financière de l'État sur production du rapport final d'étude et des données, et sur production d'un état récapitulatif certifié des dépenses engagées.

Si le montant des dépenses subventionnables retenu pour le calcul de la subvention varie à la hausse, la subvention n'est pas réévaluée ; si celui-ci varie à la baisse, le montant de la subvention versée sera calculé au prorata des dépenses justifiées.

L'imputation budgétaire de la part État, qui s'élève à (**préciser le montant €**), est la suivante :

- programme 112 "impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire"
- centre de coûts : 0112-DR13-DS13

L'EPF PACA, en signant des conventions avec les lauréats, apportera un financement d'études de 30 000€ HT maximum par convention.

Le territoire, maître d'ouvrage de l'étude et bénéficiaire des participations financières de l'état et de la Région, et le cas échéant de l'EPF, participera à hauteur de 30% minimum du coût de l'étude.

ARTICLE 6 – DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION D'ETUDE

La présente convention est exécutoire à compter de sa notification aux parties, est conclue pour une durée de trois ans.

A l'initiative de l'une des parties, la présente convention peut être modifiée d'un commun accord par voie d'avenant et signée selon les mêmes formes.

ARTICLE 7 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Elle est résiliée de plein droit en cas de non réalisation l'étude dans les délais indiqués dans le cahier des charges. Dans cette situation, un reversement de la subvention par le bénéficiaire sera opéré au prorata de l'avancement des travaux d'études.

Fait à Marseille, le

En quatre exemplaires originaux

**Pour
L'Etat**

Stéphane BOUILLON,

**Préfet de la région
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Pour la
Communauté d'Agglomération Sophia
Antipolis**

Jean LEONETTI

Le Président

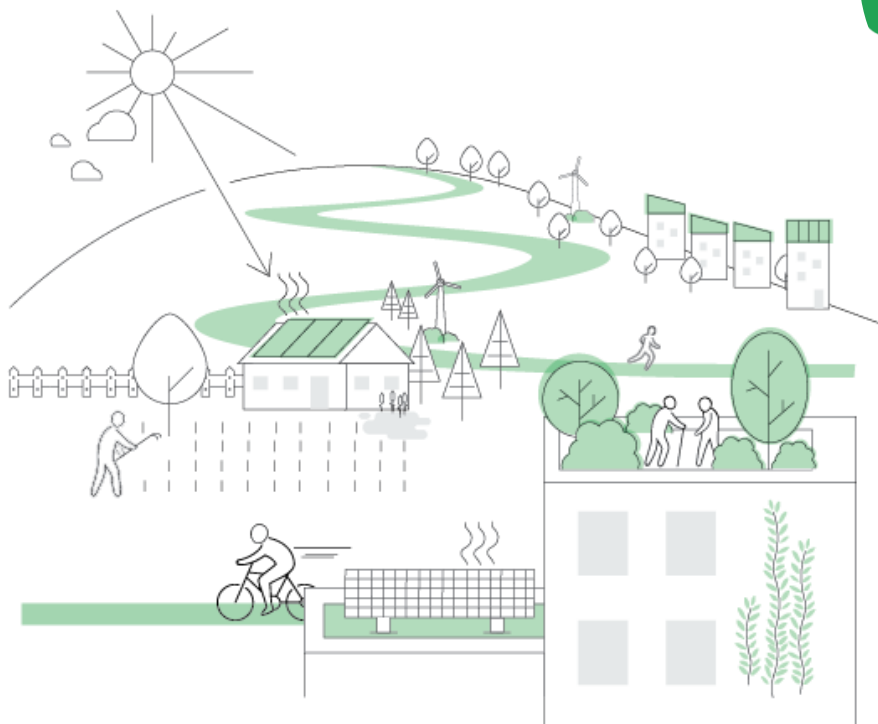
**Pour la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Renaud MUSELIER
Le Président**

**Pour l'Etablissement public foncier
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

**Claude BERTOLINO
La Directrice**

Charte ÉcoQuartier



MINISTÈRE
DU LOGEMENT
ET DE L'HABITAT
DURABLE

LES 4 ÉTAPES DU LABEL ÉCOQUARTIER

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 1 : L'ÉCOQUARTIER EN PROJET



► Le label ÉcoQuartier – étape 1 est obtenu par la signature de la charte ÉcoQuartier par les élus et leurs partenaires pour le projet concerné. Cette étape correspond au démarrage de la phase d'étude du projet.

► Dès cette étape, les acteurs du projet sont invités à l'identifier avec le label et le projet est répertorié comme « Label ÉcoQuartier – étape 1 » dans la communication nationale.

► Les collectivités ayant déjà signé la charte ÉcoQuartier seront invitées à confirmer leur engagement sur un projet précis.

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 2 : L'ÉCOQUARTIER EN CHANTIER



► Une fois les études achevées et le chantier engagé, une expertise du projet est réalisée pour vérifier la conformité du projet à la charte ÉcoQuartier.

► Le label ÉcoQuartier – étape 2 est délivré par la commission nationale ÉcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts.

► Les projets aujourd'hui « engagés dans la labellisation » obtiennent automatiquement le « label ÉcoQuartier – étape 2 ».

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 3 : L'ÉCOQUARTIER LIVRÉ



► Lorsque l'ÉcoQuartier est livré (ou quasi livré), une expertise est réalisée pour l'obtention du label ÉcoQuartier – étape 3.

► Le label ÉcoQuartier – étape 3 est délivré par la commission nationale ÉcoQuartier sur proposition de la commission régionale, après présentation des conclusions des experts.

► Les ÉcoQuartiers aujourd'hui « labellisés ÉcoQuartier » obtiennent automatiquement le « label ÉcoQuartier – étape 3 ».

LABEL ÉCOQUARTIER – ÉTAPE 4 : L'ÉCOQUARTIER CONFIRMÉ



► Trois ans après l'obtention du label ÉcoQuartier – étape 3, la collectivité mesure la tenue de ses engagements dans le temps, la façon dont les usages projetés sont appropriés par les usagers du quartier. Elle présente également la façon dont les pratiques d'aménagement ont évolué au sein de la collectivité, au-delà du périmètre opérationnel du quartier.

► Cette étape s'appuie sur la mise en place d'une démarche d'auto-évaluation associant les habitants et usagers du territoire, et tournée vers l'amélioration continue (à l'échelle du projet, et dans les pratiques au-delà, sur le territoire de compétence de la collectivité).

► Cette étape est validée par la commission nationale.



LA CHARTE ÉCOQUARTIER : PREMIÈRE ÉTAPE VERS LA VILLE DURABLE

ÉCOQUARTIER : FAIRE DU PROJET AUTREMENT

L'ÉcoQuartier sera un laboratoire opérationnel vers la ville durable, un lieu de créativité et d'audace pour faire émerger des projets exemplaires, que ce soit dans les formes urbaines et l'architecture, les usages proposés, ou dans les modalités de conduite de projet. La mobilisation citoyenne sera un élément majeur de la conduite du projet.

Cette charte nous engage dans un processus imaginatif, adaptable et vivant pour favoriser une amélioration continue des pratiques d'aménagement.

ÉCOQUARTIER : MONTRER QUE TOUS LES TERRITOIRES CONTRIBUENT AUX ENJEUX NATIONAUX ET MONDIAUX

Nous pensons que les ÉcoQuartiers, par les propositions ambitieuses qu'ils contiennent, constituent un facteur d'attractivité et de qualité et permettent d'engager tous les territoires dans une dynamique vertueuse. Cette signature est un engagement concret et opérationnel pour la mise en œuvre des engagements internationaux pris par la France, notamment en termes de lutte contre le changement climatique et de transition énergétique.

Chaque territoire dispose d'un potentiel qui mérite d'être valorisé. Il est de notre responsabilité de participer à cet élan pour nos territoires en nous fondant sur des engagements concrets et mesurables : la charte et le label ÉcoQuartier en sont les premières pierres.

ÉCOQUARTIER : LEVIER VERS LA VILLE DURABLE

Nous considérons que les engagements de cette charte doivent non seulement guider les ÉcoQuartiers que nous porterons, mais aussi infléchir nos actions à plus long terme à l'échelle de notre territoire.

Nous nous engageons à repenser nos pratiques d'aménagement dans le cadre de notre ÉcoQuartier en application de cette charte, afin qu'il constitue un levier vers la ville durable et qu'il ne reste pas une opération isolée.

Au-delà de la durée de l'opération, nous nous devons d'être présents dans la phase de vie de cet ÉcoQuartier, afin d'accompagner ses habitants, de susciter et d'accueillir de nouveaux comportements plus responsables.

Par la signature de la présente charte ÉcoQuartier, nous nous engageons dans une politique d'aménagement durable, afin de permettre aux citoyens de s'épanouir dans des territoires accueillants et dynamiques. Ceci constitue une étape clé de la transformation de nos territoires, pour un développement solidaire et respectueux de l'environnement.



Les 20 engagements de la charte ÉcoQuartier

Dimension « Démarche et Processus »

- *Engagement 1* : Réaliser les projets répondant aux besoins de tous en s'appuyant sur les ressources et contraintes du territoire
- *Engagement 2* : Formaliser et mettre en œuvre un processus participatif de pilotage et une gouvernance élargie créant les conditions d'une mobilisation citoyenne
- *Engagement 3* : Intégrer la dimension financière tout au long du projet dans une approche en coût global
- *Engagement 4* : Prendre en compte les pratiques des usagers et les contraintes des gestionnaires tout au long du projet
- *Engagement 5* : Mettre en œuvre, à toutes les étapes du projet et à l'usage, des démarches d'évaluation et d'amélioration continue

Dimension « Cadre de Vie et Usages »

- *Engagement 6* : Travailler en priorité sur la ville existante et proposer des formes urbaines adaptées pour lutter contre l'étalement urbain
- *Engagement 7* : Mettre en œuvre les conditions du vivre-ensemble et de la solidarité
- *Engagement 8* : Assurer un cadre de vie sûr et qui intègre les grands enjeux de santé, notamment la qualité de l'air
- *Engagement 9* : Mettre en œuvre une qualité urbaine, paysagère et architecturale
- *Engagement 10* : Valoriser le patrimoine (naturel et bâti), l'histoire et l'identité du site



Dimension « Développement territorial »

- *Engagement 11* : Contribuer à un développement économique local, équilibré et solidaire
- *Engagement 12* : Favoriser la diversité des fonctions et leur proximité
- *Engagement 13* : Optimiser l'utilisation des ressources et développer les filières locales et les circuits courts
- *Engagement 14* : Favoriser les modes actifs, les transports collectifs et les offres alternatives de déplacement
- *Engagement 15* : Favoriser la transition numérique vers la ville intelligente

Dimension « Environnement et Climat »

- *Engagement 16* : Produire un urbanisme permettant d'anticiper et de s'adapter aux risques et aux changements climatiques
- *Engagement 17* : Viser la sobriété énergétique et la diversification des ressources au profit des énergies renouvelables et de récupération
- *Engagement 18* : Limiter la production des déchets, développer et consolider des filières de valorisation et de recyclage dans une logique d'économie circulaire
- *Engagement 19* : Préserver la ressource en eau et en assurer une gestion qualitative et économe
- *Engagement 20* : Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels



LES TEXTES DE RÉFÉRENCE

LES TEXTES ET RÉFÉRENCES À L'ÉCHELLE MONDIALE

En 1992, le Sommet de la Terre à Rio a adopté la **Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique**, ainsi que la **Convention sur la diversité biologique**, qui marquent le lancement de processus de négociations internationales auxquelles la France contribue activement. La **charte Action 21** énonce par ailleurs les éléments fondateurs de la méthode Agenda 21, qui inspire directement les engagements de la présente charte ÉcoQuartier.

Après le protocole de Kyoto adopté en 2005, élément déclencheur de la refonte de la réglementation thermique en France, et le « Plan stratégique 2010-2020 de la biodiversité » issu du **protocole de Nagoya** visant à réduire les pressions directes et indirectes sur la biodiversité, la signature **de l'Accord de Paris sur le Climat en décembre 2015** constitue un tournant majeur de la mobilisation des acteurs et des territoires français dans la mise en œuvre d'actions concrètes.

En 2012, l'un des principaux résultats de la **Conférence de Rio+20** a été l'accord des États membres sur l'élaboration d'un ensemble d'objectifs pour le développement durable (ODD), qui visent à poursuivre dans tous les pays une action ciblée et cohérente en la matière. C'est ainsi que, le 1^{er} janvier 2016, les **17 ODD du Programme de développement durable à l'horizon 2030** sont entrés en vigueur. Pour la première fois, un objectif concerne particulièrement les villes : c'est **l'objectif n° 11 « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables »**.

Enfin, la **3^e conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)**, qui s'est tenue à Quito, en Équateur, en octobre 2016, a eu comme effet immédiat de redynamiser l'engagement mondial en faveur du développement urbain durable, en se centrant particulièrement sur la mise en œuvre d'un « **Nouvel Agenda Urbain** ».

LES TEXTES ET RÉFÉRENCES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

De nombreux caps ont été franchis par les institutions et collectivités locales européennes depuis Rio :

- **La charte d'Aalborg**, adoptée le 27 mai 1994, prône la ville comme l'échelle pertinente d'action en faveur du développement durable : « La Ville durable est l'autorité locale proche **des problèmes environnementaux des citoyens**, qui partage les responsabilités avec les autorités compétentes à tous les niveaux, pour le **bien-être de l'homme et de la nature** » ;
- **L'Accord de Bristol**, adopté le 7 décembre 2005, instaure l'échange européen de bonnes pratiques et d'exemples, notamment en termes de quartiers durables. La double référence à la charte d'Aalborg et à l'Accord de Bristol est un garde-fou pour ne pas oublier qu'un ÉcoQuartier doit être un levier vers la ville durable ;
- **La charte de Leipzig**, signée le 24 mai 2007, affirme l'importance d'une ville durable et solidaire et de l'approche intégrée du développement durable ;



- **L'Agenda urbain pour l'Union européenne**, adopté le 30 mai 2016, vise à associer les villes à l'élaboration des politiques européennes afin de mieux les adapter aux réalités et enjeux auxquels elles sont confrontées. Il constitue la contribution opérationnelle de l'Union européenne au Nouvel Agenda Urbain.

Ces accords illustrent l'engagement des États et des collectivités en matière de développement urbain durable et intégré.

LES TEXTES ET RÉFÉRENCES À L'ÉCHELLE NATIONALE

La loi « SRU » du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains, poursuit un triple objectif : améliorer la cohérence entre planification urbaine et territoriale, renforcer la solidarité entre les villes et la mixité sociale dans l'habitat et mettre en place une politique des déplacements au service du développement durable.

Les lois Grenelle (la loi Grenelle 1 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle Environnement, et la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement) définissent une feuille de route pour le développement durable.

Le Code de l'environnement prône explicitement les cinq finalités du développement durable mentionnées à l'alinéa III de l'article L. 110-1, modifié par la loi Grenelle 1 du 12 juillet 2010, art. 253, reprises dans le cadre de référence pour les Agendas 21 locaux.

Le Code de l'urbanisme impose les principes concernant le développement durable dans les documents de planification définis par l'article L. 121-1 du Code de l'urbanisme, modifié par la loi du 17 mai 2011, art. 123 (les SCoT, les PLU et les cartes communales).

La loi ALUR (Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) du 26 mars 2014, à travers la mise en place de nouveaux outils fonciers et de documents d'urbanisme plus efficaces, vise à favoriser la construction de logements tout en luttant contre la consommation excessive d'espaces. Elle améliore la participation du public et facilite l'émergence de modèles d'habitat collectif innovant, alternatif, durable et économe pour faciliter l'accès au logement.

Enfin, la **loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte** du 17 août 2015 fixe des objectifs permettant la mise en œuvre opérationnelle de l'Accord de Paris sur le climat et propose des mesures d'accompagnement qui impactent directement les projets d'aménagement des collectivités : rénovation énergétique des bâtiments existants et renforcement des performances énergétiques des nouvelles constructions, développement des transports propres et des mesures en matière de circulation et de mobilité pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé, lutte contre les gaspillages et promotion de l'économie circulaire, développement des énergies renouvelables pour valoriser les ressources des territoires.





SIGNATURE DE LA CHARTE

pour l'ÉcoQuartier

RECONNAISSANT ET APPROUVANT CE QUI PRÉCÈDE, AVEC NOTRE SIGNATURE, NOUS :

- ▶ Adhérons à la charte ÉcoQuartier et recevons pour ce projet le « Label ÉcoQuartier – étape 1 » ;
- ▶ Rejoignons les membres du Club ÉcoQuartier ;
- ▶ Nous engageons à utiliser le logo « Label ÉcoQuartier – étape 1 » sur tout support de communication relatif à l'ÉcoQuartier.

SIGNATURE DU MAIRE OU DU PRÉSIDENT DE L'EPCI

NOM, prénom :

Fonction du signataire :

Administration ou organisme local :

Lieu et date de signature :

SIGNATURE

AUTRE SIGNATAIRE*

NOM, prénom :

Fonction du signataire :

Administration ou organisme local :

Lieu et date de signature :

AUTRE SIGNATAIRE

NOM, prénom :

Fonction du signataire :

Administration ou organisme local :

Lieu et date de signature :

AUTRE SIGNATAIRE

NOM, prénom :

Fonction du signataire :

Administration ou organisme local :

Lieu et date de signature :



* tous les partenaires de la collectivité sont invités à signer la charte (aménageur, bureau d'études, promoteur...).

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_117
Nature : DE - Deliberations
Objet : Appel à Manifestation d'Intérêt "Quartiers Durables" -
Charte Eco Quartier et Convention de partenariat
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2hq7GQ1

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 16/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_117-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_117
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Appel ? Manifestation d'Int?r?t "Quartiers Durables" - Charte Eco Quartier et Convention de partenariat
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_117-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20171009-CC_2017_117-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20171009-CC_2017_117-DE-1-1_3.PDF